

SOMALIE
AJUSTEMENTS
TOUAREGS
BÉNIN
ANTHROPOLOGIE
CONGO



Un journaliste dans le maquis somalien : les risques d'un métier

Michel Saillehan, ancien correspondant de l'AFP à Nairobi, nous livre ici un témoignage personnel sur son premier reportage en Somalie en 1989 et sur la responsabilité du journaliste.

LES deux hommes Youssef et Khader affirmèrent qu'ils appartenaient au MNS (le Mouvement national somalien) qui, d'une représentation à Londres, annonçait depuis des mois des succès militaires contre les troupes du général Mohamed Siad Barre.

Le MNS, expliquèrent-ils, contrôle de « vastes territoires », dans le Nord, de la frontière djiboutienne à l'Est du pays. Mais ils confirmèrent, après quelques hésitations, ce que je savais déjà de plusieurs diplomates à Nairobi et Djibouti : le mouvement ne tenait aucune des localités que les « cornologues » qualifient volontiers de « grandes villes », sans citer jamais de chiffres précis : Hargeisa, Borama, Berbera et Burao.

Dans la jungle du maquis somalien

Je me portai volontaire pour une visite éventuelle dans ces « zones libérées », toutes blanches et nues, doutant de la possibilité d'effectuer un tel voyage. En tout cas, ma demande serait l'occasion d'établir l'authenticité de ces conquêtes. S'ils relevaient le défi, il faudrait bien les croire...

Les communiqués du MNS à Londres étaient souvent très exagérés, voire complètement faux, annonçant sans aucune retenue « l'anéantissement » de colonnes entières de l'armée régulière, là où les diplomates étrangers n'avaient signalé qu'une escarmouche.

Ainsi, je m'interdis dans un premier temps d'utiliser les informations fournies par les deux hommes, et une nouvelle séance de travail fut décidée, pour mettre au point l'expédition.

Cette réunion eut lieu à l'Hôtel Panafric (à Nairobi), le rendez-vous des mouvements rebelles autorisés par le régime kényan, de la RENAMO mozambicaine à l'Armée populaire de libération du Soudan.

La discussion se fit précise, autour d'une carte Michelin.

Youssef avait les cheveux sales et une tenue négligée : un pantalon sans forme, une chemisette tachée. Khader était au contraire soigné, comme la première fois. Mais ma confiance alla plutôt vers le premier.

Au cours de l'entretien, il hachurait généreusement la carte, pour délimiter les territoires conquis par le MNS. « *Et là, qui contrôle ?* » Telle était ma question à répétition.

Plus à l'Est, vers le coin du « sept » que forme la Somalie pour entrer dans l'océan Indien, les deux hommes s'embrouillaient dans leur exposé. « *Ce sont les territoires des clans Warsanguèle, Dolbahante, et plus loin des Majartine* », résuma Youssef. Sans être les ennemis des Issaks du MNS, ils n'étaient pas non plus leurs alliés... Aveu indirect du caractère tribal du groupe armé, qui n'avait pas droit de cité dans ces zones.

Nous eûmes une nouvelle réunion. Ce fut notre seule rencontre au bureau, Youssef préférant éviter notre immeuble où se trouvait alors l'ambassade de Somalie. « *Ils ont des gens qui surveillent, à l'entrée du bâtiment, et je ne veux pas qu'ils sachent que je viens te voir.* »

« *Notre voyage partira de Djibouti* », expliqua-t-il. « *Nous prendrons un boutre, clandestinement, pour le port de Maït, sur la côte somalienne.* »

Clandestinement, car Djibouti, dont une partie de la population est d'origine somalie, avait fermé sa frontière, pour ne pas se voir entraîné dans la guerre civile voisine.

« *Comment les rebelles sur place seront-ils prévenus de notre arrivée ? Êtes-vous sûrs que le voyage est possible ? On ne va pas se faire tuer ? Quand vous dites que vous contrôlez une région, est-ce que cela signifie qu'il n'y a jamais d'affrontements sur toute cette zone ?* »

Autant de questions stupides et normales, auxquelles Youssef ne pouvait répondre. Il se limitait à répéter qu'il avait déjà effectué un tel voyage, et que tout s'était bien passé.

D'autres questions me venaient à l'esprit, que je n'osais même pas poser. Celle-ci en particulier : Youssef et Khader, le MNS de Londres, et le MNS des territoires libérés, était-ce bien une seule et même organisation ? Je ne pouvais pas me renseigner auprès de mes contacts à Djibouti, de peur d'éveiller des soupçons.

Un journaliste britannique, Richard Dowden, avait fait récemment pour le quotidien *The Independent* une visite de quelques heures à Zeilah, près de la frontière avec Djibouti. Mais son reportage se limitait à cette zone frontalière, et ne donnait pas d'indication sur l'étendue réelle du territoire MNS.

D'autres tentatives avaient échoué. Notamment celle d'une équipe de télévision italienne, qui avait effectué un long voyage avec le mouvement, quelques semaines auparavant. Mais tous ses films avaient été saisis par les autorités éthiopiennes, à la frontière. Car, depuis la signature d'un accord de paix entre le président éthiopien Mengistu Haïlé Mariam et le géné-

ral Siad Barre, en 1988, il ne devait pas être dit que le gouvernement d'Addis Abeba aidait le MNS, ou facilitait le passage de journalistes venus enquêter auprès de ce mouvement.

Ainsi, aucun reportage sur la rébellion somalienne n'avait jusqu'à présent été publié. Pour nous, l'envie de faire un scoop, et de « prendre de l'avance » sur la chute probable de Siad Barre, après dix-neuf ans de pouvoir, s'ajoutait à cet attrait du vide, à cette curiosité pour les terres oubliées que représentait parfaitement la Somalie.

Enfin, après maintes péripéties, une voiture s'arrête, et nous embarque tous. Direction d'autres « quartiers », où un taxi nous rejoint, avec nos sacs. On s'enfonce, tous feux éteints, dans des pistes sombres, entre des bâtiments d'usine, parmi des tas d'ordures.

Nous descendons des véhicules, et reprenons nos sacs à dos. D'une épave de voiture s'échappent deux silhouettes. Un lieu de rendez-vous amoureux, probablement... Nous marchons longtemps dans le sable, avant de trouver refuge près d'un buisson, d'où l'on devine la masse noire de la mer.

« *Il faut attendre la marée haute* », explique Youssef à voix basse. Oui, en espérant que la gendarmerie ne va pas venir nous arrêter, et que les nombreux Djiboutiens qui nous ont longuement dévisagés dans les différents hôtels n'ont pas eu envie d'en savoir plus sur notre compte...

Un de nos accompagnateurs s'avance dans l'eau, revient un peu plus tard, et annonce le départ. Le boutre est toujours invisible.

La plage est bosselée de pièges coupants, trouée de fosses de coraux remplis d'algues. Alourdi par son sac à dos, Alex fait une chute, puis

une autre, jure, et inonde son sac de photo, qu'il porte en bandoulière.

Une demi-heure plus tard, trempé d'eau de mer et de sueur, notre groupe s'installe à bord, non d'un boutre, mais d'un moderne canot en plastique d'environ sept mètres de long, équipé d'un moteur hors-bord. Quelques coups de gaffe nous dégagent de la plage, puis, moteur au ralenti, l'embarcation se fraye lentement un chemin entre les bosses de corail. Vue de la mer, Djibouti confirme sa réputation d'exception, dans les déserts environnants : un éclairage public démesuré, des rangées de halos orange sur les pistes de l'aéroport, l'architecture scintillante des grues et portiques, du port. Enfin, nous sommes partis, et semble-t-il à la barbe de tous les militaires et agents de renseignements, en particulier français. Ou alors, ils ont décidé de laisser faire, malgré la fermeture de la frontière, constatant que l'expédition restait discrète et sauvait les apparences... Alex ne partage pas mon soulagement. Il bougonne, inquiet pour ses appareils. Un homme chauve, entre deux âges, torse nu, tient le hors-bord. Youssef, mon chapeau de safari sur la tête, est à l'avant avec Ahmed, qui tousse, régulièrement, toujours aussi fragile et discret. Comme le bateau s'est stabilisé sur les vagues, à vitesse régulière, Youssef fouille dans son sac, et en sort un poignard de taille moyenne, engagé dans un fourreau en cuir. L'objet semble neuf, et montre un joli manche de corne, comme les couteaux de chasse du Kenya. Il le passe à sa ceinture. Je comprends, maintenant. Voilà le fameux « pistolet » contre les pirates, qui m'a tant intrigué lors de nos discussions à Nairobi.

Des pirates, nous n'aurons probablement pas le temps d'en rencon-

trer. Car notre destination est Loyada, un village à cheval sur la frontière, à moins d'une heure de route.

Le territoire MNS « libéré »

Côté djiboutien, Loyada montre trois faibles lumières, au bord de l'eau. Côté somalien, c'est une ligne noire et muette. Youssef annonce notre arrivée en agitant une lampe torche. Mais aucune lueur ne lui répond, et aucune silhouette n'est en vue.

Va-t-on nous recevoir avec des coups de feu ? Youssef affirme que non, bien sûr, et que tout va bien.

La Somalie « libérée » semble déserte.

Nous coupons le moteur et courons sur notre erre, vers la plage. Il faut tremper à nouveau ses pantalons, et crapahuter jusqu'au sec, dans une eau chaude et lourde, encombrée de débris indéfinissables.

Youssef nous conduit aussitôt dans une baraque en tôle défoncée et invite à prendre place sur des lits cassés et boiteux. Puis il part à la recherche des maquisards.

Alex, lui, ne s'intéresse qu'à son matériel. Il a étendu un foulard sur le sol et entreprend un très long nettoyage, avec l'application d'un horloger. Deux boîtiers, une cellule photo-électrique et une vingtaine de films sont hors d'usage. Il lui restera cependant suffisamment de matériel pour travailler.

La lumière du jour dévoile quelques heures plus tard, non pas une plage, mais une décharge de déchets hétéroclites, dans laquelle nous avons eu bien de la chance de ne pas nous blesser pendant la nuit ; pieds de table, débris de verre, portières de voitures et douilles d'obus. Un peu plus loin, sur la gauche,

une barrière de fils barbelés sort d'un buisson et s'enfonce dans la mer, sur environ deux cents mètres, marquant la frontière.

Loyada est un triste village de tôle, où courent quelques enfants, entre des épaves de camions. Des femmes tirent de l'eau d'un trou. Deux jeunes hommes en veste de combat, l'un tenant une kalachnikov, viennent nous serrer la main.

Au bout de la rue principale, Alex tombe en arrêt sur une borne frontière en béton peinte en blanc, marquée « Loyada », et couverte de sigles du MNS. Il fait poser cinq ou six combattants, avec leurs AK 47 et une mitrailleuse.

Moi aussi, je réclame mon portrait, devant la borne, preuve de notre succès. Satisfaction de découvrir, d'être le premier, et le seul, dans un endroit où il se passe quelque chose. Le sentiment n'est pas si fréquent dans notre métier, où l'information « fraîche », de première main, devient rarissime.

En particulier dans les pays occidentaux, où l'activité journalistique consiste trop souvent à « repiquer », ou à réécrire d'ennuyeux communiqués. Quel journaliste travaillant dans nos « démocraties civilisées » n'a pas éprouvé une certaine lassitude, et quelques doutes, à passer ainsi d'une info conditionnée à un reportage précut, même si, comme l'assurent à chaque fois attachées de presse et porte-parole, il conserve sa pleine saveur ?

Les militants nous entraînent au « poste de commandement du secteur 99 », une maisonnette en bois, dernier point de contrôle avant la frontière.

Le colonel Mohammed Hassan Abdulahi, dit « Jedif », s'installe avec lenteur et solennité derrière un bureau, sa petite tête enveloppée dans un kéfieh, comme s'il redou-

taient les courants d'air. Il a l'air abattu, fragile, son corps maigre flotte dans une parka de l'armée française. Il est flanqué de deux combattants, dont les fusils d'assauts sont posés en évidence sur le bureau. Émane de cet homme au visage ovale, légèrement penché sur le côté, comme pour prêter l'oreille, une douceur incompréhensible, qui contraste avec la sévérité des traits, secs et osseux, de ses compagnons d'armes.

Loyada a été capturée le 1^{er} mai, soit six mois avant notre arrivée, à l'issue de quatre ou cinq jours de combats contre 250 soldats réguliers, appuyés par près de 400 miliciens du clan Gadaboursi, annonce, sans hésiter sur les chiffres, le colonel déserteur, le visage immobile, l'élocution lente. Il affirmera un peu plus tard qu'il a été torturé à l'électricité dans les geôles de Siad Barre, ce qui explique sans doute ces lenteurs dans la parole, qui pourraient être celles d'un trépané.

650 hommes se sont donc battus contre plusieurs centaines d'autres, avant d'abandonner ce village frontalier. Des camions calcinés et le désordre constaté sur la plage témoignent de ces combats. Mais il est bien difficile de se les représenter.

Ainsi en va-t-il très souvent lorsque de Nairobi nous parviennent des informations faisant état de « très violents combats », de « durs affrontements » ou de « pilonnages intensifs à l'arme lourde » dans la région, termes qui, loin du terrain, évoquent immédiatement chez l'Européen les tranchées de la Première Guerre mondiale.

Les Gadaboursis, majoritaires dans la ville de Borama, près de la frontière éthiopienne, sont alliés au régime de Mogadiscio. Le MNS affirme que Siad Barre a confisqué des terres, en particulier des pâtura-

ges, aux Issaks et aux Issas de la région, pour les donner aux Gadaboursis. Les milices de ce clan comptent environ dix mille hommes, affirme le commandant du secteur, chiffre probablement exagéré mais invérifiable, comme c'est presque toujours le cas dans la région. Quant au MNS, il est impossible d'évaluer le nombre de ses combattants, car « tout le monde, ici, est MNS »...

Rien ne distingue les Gadaboursis de leurs voisins Issaks, reconnaissent les militants du MNS. Mais ils forment un clan distinct. Cela suffit à provoquer d'éventuels conflits, et c'est en l'occurrence cette alliance avec l'autorité centrale qui a mis le feu aux poudres.

Nous nous attardons dans Loyada, visitons une prison, à la demande des maquisards : vaste bâtisse dont les pièces, aux fenêtres aveugles, ne contiennent que des gravats. C'est l'unique bâtiment administratif du village, susceptible de symboliser le « changement de régime ». Un homme, qui tient une paire de menottes, affirme être le gardien de cette prison sans pensionnaire.

Il nous faut collecter le plus de matériel possible, puisque nous ne savons pas de quoi demain sera fait. Nous sommes enfin chez les rebelles, et si, pour une raison ou une autre, le reportage doit se terminer là, il nous faudra tirer le maximum du peu que nous aurons.

Cette inquiétude nous tiendra encore plusieurs jours. D'autant que Jedif est resté évasif quant aux possibilités d'emprunter un 4×4 pour descendre rapidement dans l'intérieur du pays. Les bons véhicules sont rares ici, et servent à faire la guerre. Jedif nous propose de voyager « provisoirement » sur un antique camion soviétique, dont le moteur tourne sur trois pattes, et

qui doit nous conduire à Zeilah, à une trentaine de kilomètres.

Possibilités de falsifier le réel

Toqoshi, un hameau à mi-chemin, est un bouquet de palmiers au milieu du sable brûlant, tout près de la mer. Vingt cases de traviole, des chèvres qui fouillent dans les épluchures. La banale misère africaine, encore attristée par l'absence de femmes et d'enfants.

Sous un arbre campent une trentaine de prisonniers de guerre, tous des hommes jeunes. Ils ne sont pas attachés, seulement surveillés par des maquisards en armes. Tous ont des visages tristes, et affirment uniformément qu'ils sont convenablement traités.

A quelques centaines de mètres, des gamins issaks défilent devant nous, raides et souriants, avec des fusils de bois. Alex fait poser cinq ou six d'entre eux, sur une jeep équipée d'un canon anti-aérien. Excités, ils prennent tous des attitudes agressives, l'un au volant, un autre au poste de tir.

Les fusils de bois ont disparu et les voilà sur une vraie machine de guerre. Alex saisit les sourires, les grimaces, mais, j'aurai l'occasion de le vérifier à notre retour à Nairobi, il n'utilisera pas ces clichés « fabriqués » comme illustration de la guerre civile. Comme il serait pourtant facile de mettre ces enfants encore un peu plus parfaitement en scène, de compléter avec des kalachnikovs, pour faire une belle série commerciale du genre « les enfants eux aussi, luttent contre le dictateur ». Un classique, depuis le Cambodge.

Du cliché « vérité », pris sur le vif sans aucune intervention, à la fabrication, au mensonge pur et simple, la frontière est tracée par la

seule honnêteté du photographe. Faire poser un combattant, avec son arme, devant un graffiti du MNS, c'est mettre une photo en situation, rassembler des éléments signifiants, bref, faire convenablement son travail. Installer des gamins sur une jeep, en position de combat, sachant qu'ils ne font que s'entraîner avec des jouets, c'est déjà se donner la possibilité de tricher.

La falsification est facile, puisqu'il y a collusion entre le journaliste, qui recherche l'effet, et les maquisards qui veulent montrer leur force.

Et pourquoi nous sommes-nous dirigés immédiatement vers le commandant du secteur 99, à Loyada, et ici vers les prisonniers et les enfants à l'entraînement ? Parce que nous sommes concentrés sur notre sujet, qui est la guerre civile, et que par chance, les deux villages ne sont, en effet, « que » la guerre civile. Les femmes ont fui, il y a, partout, des traces de combats, et les maquisards tiennent les deux places, qui sont en fait devenus de simples postes militaires. Ici, notre sujet coïncide parfaitement avec leur réalité.

Tel n'est pas toujours le cas. Le journaliste, venu chercher la guerre ou la famine, tombe parfois sur un « décevant » statu quo politique, sur un entracte inattendu dans la longue litanie des calamités africaines. Il lui faudra beaucoup d'honnêteté pour renoncer à son sujet — sang et larmes de l'Afrique —, qu'il avait pensé et construit, avant même d'arriver sur place. Résistera-t-il à la tentation de monter malgré tout ce reportage, contre l'évidence ? Acceptera-t-il de faire table rase, et de se laisser aiguiller sur une autre voie, comme veut lui imposer la réalité ? C'est peu probable. Les médias ont horreur de l'aventure.

Michel Sailhan